

SUR LA QUESTION BASQUE

Introduction: Comment se pose la question nationale

La question nationale trouve sa racine, sa formation au cours des 18^è et 19^è siècles au moment de la formation du capitalisme et de son triomphe sur le féodalisme. Pas avant ! Elle n'a rien à voir ni de près ni de loin avec un quelconque romantisme ou une nostalgie de temps anciens où par exemple les Basques auraient eu prétendument un élan commun contre "l'envahisseur". A ce compte là, ils pourraient revendiquer l'essentiel des Pyrénées, l'actuelle Gironde jusqu'à Bordeaux, les plateaux de Vieille Castille, Terre-Neuve et pourquoi pas se partager avec les Danois la paternité des États-Unis.

Plaisanteries en ce qui nous concerne, bien sûr, mais pas pour tout le monde si l'on en juge par ce qui se dit et écrit ici ou là sur cette question des nationalités dès lors qu'elle est coupée de ses racines historiques véritables.

De ce point de vue, la seule histoire de la Navarre suffit à illustrer notre propos : les liens de vassalité qui étaient la règle dans toute l'Europe féodale ont fait que la Navarre a été ballottée entre de multiples maîtres dont la Maison de Champagne (1234-1274) puis par les Capétiens (1274-1328) puis par les comtes de Foix-Béarn dont François Fébus qui fut couronné à Pampelune roi de Navarre en 1481... A ce train là, la France pourrait-elle alors revendiquer la totalité de la Navarre ? On pourrait faire le même constat, le même anachronisme (franchi allègrement par le fondateur du nationalisme basque, Sabino Arana) sur toutes les nations sans État (Kurdes...)

La persistance de la question nationale en Espagne - essentiellement mais non exclusivement au Pays Basque et en Catalogne - s'explique par le fait que le capitalisme n'est parvenu que très tardivement à triompher d'un système monarchique basé sur une forme à peine libéralisée de servage, sur des latifundias, sur une armée au sein de laquelle la caste des officiers était entièrement aux mains de la vieille noblesse et sur une église qui était aussi le plus gros propriétaire foncier du pays.

Alors qu'en France et l'Angleterre la bourgeoisie, dès le XVII^è siècle, était la puissance montante sur laquelle s'appuyait en grande partie la monarchie, l'Espagne faisait exception à la règle. En effet la mainmise du souverain espagnol sur les immenses richesses de ce qu'on devait appeler plus tard l'Amérique Latine, se traduisit par l'arrivée massive d'énormes quantités d'or et d'argent utilisées non pour développer les forces productives, construire des routes ou moderniser le pays, mais simplement pour permettre au roi et à la noblesse de vivre dans un luxe inouï.

Ces richesses jouèrent un rôle négligeable dans le développement économique de l'Espagne qui, jusqu'à la Seconde guerre mondiale, resta un état largement sous-développé apparenté par bien des côtés à certaines régions du Tiers Monde.

Cet aspect des choses ne laissa que peu de place à une bourgeoisie moderne qui ne put se développer qu'en périphérie de l'État espagnol, c'est à dire justement au Pays Basque et en Catalogne, deux régions qui avaient de forts liens avec l'Europe capitaliste, notamment la Grande Bretagne. A l'origine les nationalismes basque et catalan furent donc une protestation de la bourgeoisie de ces régions contre une monarchie qui au mieux les ignorait, au pire les pressurait pour assurer la persistance de la classe essentiellement parasitaire et non-productive qu'était devenue la noblesse

L'incapacité de la monarchie espagnole de développer un état moderne et centralisé et la faiblesse intrinsèque de la bourgeoisie d'influer sur ce développement expliquent la persistance de la question nationale en Espagne et l'acuité avec laquelle elle continue de se poser aujourd'hui

malgré les énormes bouleversements économiques qu'a connus l'Espagne depuis la fin du franquisme.

1) Autodétermination

En tant que révolutionnaires internationalistes et anticapitalistes, nous défendons le droit à l'autodétermination du peuple basque, c'est à dire le droit démocratique élémentaire pour tout peuple de pouvoir choisir son destin, incluant celui de se séparer un jour, si tel est son souhait, des États espagnol et français entre lesquels il est aujourd'hui divisé. Par «peuple basque» nous entendons toutes celles et tous ceux qui vivent et/ou travaillent en Pays Basque, bascophones ou non-bascophones, et qui se considèrent comme basques, quelles que soient par ailleurs leurs origines. Pour nous cela signifie aussi que c'est à la population du Pays Basque dans son ensemble - basque et non-basque - de décider de la solution qu'elle préfère : maintien du statu quo actuel, autonomie élargie, indépendance, association avec l'Espagne et la France dans un cadre fédératif... Nous ne prenons pas aujourd'hui position sur les différents termes possibles de ce choix qui peut revêtir des formes (au Nord par exemple celui d'un département ou d'une collectivité territoriale spécifique) et des calendriers différents au Nord et au Sud.

2) États-Unis socialistes d'Europe

Dans cette lutte pour le respect du droit à l'autodétermination que nous défendons sans condition, nous mettons toujours en avant les intérêts communs de tous les travailleurs, la fraternité et la solidarité entre les opprimés, quelles que soient leur langue ou leur origine.

Nous luttons pour l'avènement d'une Europe nouvelle, débarrassée de toute trace d'oppression et d'exploitation, pour des États-Unis socialistes d'Europe au sein desquels tous les peuples - dont bien sûr le peuple basque - pourront développer librement leur culture et leurs traditions en forgeant une civilisation nouvelle.

3) Nature de l'oppression

Le peuple basque est un peuple opprimé, mais cette oppression n'est pas de nature coloniale (la Navarre et la Communauté autonome d'Euskadi sont deux des plus riches régions d'Espagne et le Pays basque de France n'est pas particulièrement pauvre). Il s'agit d'une oppression essentiellement politique (refus de reconnaître son droit à l'autodétermination) et donc économique (le Pays Basque n'étant pas maître de ses choix), culturelle (place réduite de la langue, de la culture et de l'enseignement du basque et d'autres matières en basque, notamment en France), aggravée au Sud (où se trouvent 90 % de la population basque) par des décennies de Franquisme, d'exécutions, d'emprisonnements et de répression qui jusqu'à aujourd'hui se poursuivent et laissent des traces. Aucun des gouvernements de droite ou de gauche qui se sont succédé depuis la mort de Franco n'a pris en compte le droit à l'autodétermination, tous ont prétendu régler la question basque par la répression. Aujourd'hui, le gouvernement Zapatero poursuit dans cette voie, continuant à utiliser juridictions d'exception et torture. De plus le Pays Basque sert de laboratoire pour le mandat d'arrêt européen, nouvel instrument répressif mis à disposition des états européens (en sont victimes Aurore Martin, Daniel Derguy et tant d'autres militant-e-s basques du Sud réfugié-e-s en France) pour museler les oppositions politiques qui dérangent, en l'occurrence au Pays Basque la gauche indépendantiste.

Il n'y a pas "des" peuples basques mais un seul peuple basque des deux côtés de la frontière. Mais le passé et le contexte historique (il est divisé en deux États, France et Espagne, et en trois entités administratives, Communauté forale de Navarre, Communauté autonome d'Euskadi, département des Pyrénées-Atlantiques) font que la question nationale ne se pose pas exactement

dans les mêmes termes politiques non seulement de part et d'autre des Pyrénées mais aussi au Sud où existent de fortes différences entre la Navarre et la Communauté autonome d'Euskadi.

4) Nature du mouvement nationaliste basque

Le nationalisme basque (abertzalismo) est né à la fin du XIX^{ème} siècle. Il a été d'abord une réaction de la bourgeoisie basque face à un état espagnol sclérosé, complètement aux mains des nobles et du clergé, incapable d'accomplir sa révolution bourgeoise. Il a été aussi une réaction de la petite bourgeoisie basque des villes et des campagnes (notamment du bas-clergé) face à "l'invasion" que constituait pour elle l'arrivée en Biscaye et en Guipuzcoa de centaines de milliers de travailleurs non-bascophones venus du reste de l'Espagne pour travailler dans les mines, les usines de la sidérurgie, les ports, les chantiers naval etc. Les chrétiens démocrates du Parti nationaliste basque (PNV) ont pendant longtemps conservé les traits les plus réactionnaires (cléricalisme, racisme anti-espagnol) du nationalisme basque. Mais une évolution notable a été constatée au cours des dernières décennies sur ce plan. Dans son ensemble le mouvement nationaliste basque est devenu beaucoup plus laïc et son aile radicale, apparu dans les années 1960 avec l'ETA, a même flirté avec le marxisme.

Au Nord, c'est à dire en France, beaucoup d'hommes politiques et des membres du clergé basque étaient, jusqu'à dans les années 1950, pro-franquistes et influencés par les carlistes navarrais. Certains ont évolué ensuite vers les chrétiens-démocrates. Mais là aussi les choses ont changé sous l'influence de ce qui se passait en Espagne (naissance de l'ETA, fin du franquisme, obtention du statut de Guernica...).

5) influence du mouvement nationaliste

Aujourd'hui le mouvement nationaliste est divisé, au sud comme au nord, entre une aile ouvertement droitière et conservatrice (le PNV), et une aile qui se veut plus radicale incarnée principalement par Batasuna (et des groupes moins importants comme Aralar), et qui, au Nord se trouve aussi dans une partie d'Abertzaleen Batasuna .

Batasuna tend à constituer un pôle souverainiste, au Sud avec EA (Eusko Alkartasuna), scission du PNV (à travers la coalition indépendantiste Bildu, incluant également Alternatiba, scission d'Izquierda Unida : voir les élections municipales et regionales du 22 mai 2011 /) , au Nord à travers la coalition EHBai (incluant AB).

Au Sud les nationalistes, toutes tendances confondues, recueillent environ 60 % des suffrages de la population, la gauche radicale autour de la coalition Bildu faisant désormais presque jeu égal avec le PNV. Les syndicats nationalistes pour leur part, obtiennent les votes là encore d'environ 60 % des salarié-e-s aux élections professionnelles.

Au Nord les scores des nationalistes se situent entre 10 % et 15 % des suffrages exprimés et, au niveau syndical, LAB stagne en dessous de 10 % aux élections prud'homales. Il faut dire qu'on ne peut pas mettre un signe égal entre l'acuité de la question nationale au nord et au sud. Le mouvement abertzale est pour l'essentiel, au nord, à ce jour très minoritaire politiquement. Mais, des deux côtes des Pyrénées, la mouvance nationaliste influence incontestablement une bonne partie de la jeunesse tant sur le plan culturel que politique.

Le tournant pris par la mouvance indépendantiste radicale - qui a décidé de désavouer la lutte armée et de s'investir exclusivement dans la lutte politique – accompagné récemment de la décision de la part de l'ETA d'un cessez-le feu permanent, général et vérifiable devraient nous offrir des perspectives de construire plus facilement des ponts en direction de cette mouvance. Le collectif contre le MAE auquel nous participons en est un exemple.

6) notre attitude à l'égard des principales revendications des nationalistes

C'est au Pays Basque Nord que nous sommes en contact quotidien avec les militants nationalistes et c'est pourquoi nous devons avoir une attitude précise à l'égard de leurs revendications.

a) revendications politiques

Soutien au droit à l'autodétermination, arrêt de toutes formes de répression, abrogation du Mandat d'arrêt européen, arrêt des poursuites envers les militant-e-s basques, amnistie des prisonniers politiques dans le cadre de la résolution du conflit, opposition résolue à l'ostracisme de la gauche politique française à l'égard des organisations nationalistes.

b) revendications culturelles

Reconnaissance de la langue basque et co-officialisation avec le français en Pays Basque, intégration des ikastolas (écoles en langue basque) à l'Education nationale dans le respect de leur pédagogie, développement des filières bilingues dans l'enseignement public, attribution à l'université de Bayonne d'un statut d'université de plein exercice et sa transformation en un véritable service public et gratuit de l'enseignement supérieur. Pour ce faire elle doit intégrer des formations supérieures actuellement accaparées par le privé (par exemple l'école d'ingénieurs de Bidart, l'ESTIA, et l'École de gestion commerciale de Bayonne qui dépendent de la CCI, ou les formations dispensées par l'AGEFOS - PME) .

c) revendications économiques

* Soutien à la Chambre d'Agriculture du Pays Basque (CAPB) qui, en butte à l'hostilité des Pouvoirs publics et de la FDSEA, défend une « agriculture paysanne et durable », à l'opposé de la logique des trusts agricoles et agro-alimentaires. Mais nous disons aussi que dans le cadre de l'économie de marché et sans nationalisation de ces trusts sous contrôle de leurs salariés, des agriculteurs et des consommateurs, il serait illusoire de croire que l'existence de la CAPB pourrait suffire à résoudre les problèmes les plus graves du monde paysan local.

* Exercice systématique du droit de préemption par la SAFER des terres agricoles avec révision des prix.

* Acquisition par les collectivités locales :

a) du foncier agricole avec mise à disposition aux candidat-e-s à l'installation "hors du cadre familial"

b) du foncier à bâtir qui doit être utilisé en priorité à la construction de logements sociaux.

* Application de la loi de 1945 sur la réquisition des logements vides et attribution aux collectivités et aux comités de mal-logés d'user de ce droit réservé actuellement aux seuls préfets.

d) revendications syndicales

Au sein du mouvement syndical, comme dans les comités, collectifs etc., nous nous battons (notamment à l'intérieur de la C.G.T.) contre toute exclusive à l'égard du syndicat LAB, pour qu'il soit accepté de plein droit au sein des intersyndicales, des collectifs ...

7) Conclusions

De façon générale, nous avançons en Pays Basque les mêmes revendications que dans l'ensemble de l'État français, sur la base de notre programme d'urgence. De même nous défendons l'auto-organisation dans les luttes (AG de grévistes souveraines, comités de grève, coordinations, ...). Le mouvement retraites de l'automne dernier a d'ailleurs montré de réelles possibilités de travail

en commun avec les abertzale (rappelons que LAB et le collectif Oldartu avançaient les mêmes mots d'ordre que le NPA : "le retrait" du projet et la nécessité de préparer "la grève générale"), en particulier à partir d'Oldartu qui regroupe un certain nombre d'organisations abertzale ou non, dont le NPA. Il s'agit de maintenir ce premier cadre unitaire qui a montré son efficacité, même si ce n'est pas évident en dehors des périodes de mobilisation.

En tant qu'internationalistes nous nous opposons à l'idéologie nationaliste qui prétend qu'exploiteurs et exploités ont les mêmes intérêts dans un cadre commun, la nation, que cette dernière couvre l'Hexagone, s'étende sur la plus grande partie de la Péninsule ibérique ou se limite aux Sept Provinces d'Euskal Herria. En cela nous nous opposons à l'ensemble des organisations nationalistes basques, y compris la plus radicale, Batasuna, qui, bien que se réclamant du socialisme, privilégie la "construction nationale" et les alliances et choix politiques qu'elle implique, et ne se place pas sur le terrain de la défense des intérêts historiques de la classe ouvrière, qu'elle soit basque ou non basque.

Mais cette critique du nationalisme, cette opposition à sa politique ne nous font pas oublier que nous ne mettons pas sur le même plan le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés (en l'occurrence le peuple basque). Le premier (français et/ou castillan) est 100 % réactionnaire. Quant au second, que nous soumettons au fer rouge de la critique et dont nous nous démarquons sans ambiguïté, il est aussi porteur de revendications démocratiques que nous soutenons. C'est notre façon d'être aux côtés de la nation opprimée dans sa résistance à celles qui l'oppriment.

En résumé, notre combat pour le droit du peuple basque à l'autodétermination, jusque et y compris la séparation s'il le désire, s'appuie sur le fait que nombre de questions nationales, comme la question basque, n'ont pas été réglées au cours de la montée du capitalisme. A ce titre, elle est désormais, comme la question agraire et bien d'autres, une expression de notre combat contre l'impérialisme pourrissant et doit faire partie des revendications que la classe ouvrière doit reprendre dans son combat émancipateur.

COMPLEMENT

Fiche agriculture et spéculation foncière et immobilière

Mettre un coup d'arrêt à la spéculation foncière et immobilière La spéculation foncière et immobilière détruit la vie sociale et culturelle du pays tout entier. En attisant le marché immobilier, en vendant par exemple les terres les plus riches des plaines alluvionnaires, on prive les agriculteurs des meilleures parcelles et on exclut toute nouvelle installation. De plus en plus de maisons sont séparées des terres agricoles. Les conséquences sont dramatiques et on les voit chaque jour: au Pays basque par exemple, les habitants du pays sont écartés d'office et sont contraints de s'éloigner pour espérer trouver des maisons à acheter là où la pression immobilière est moins forte. La désertification rurale est le cancer des nos cantons. Banques et spéculateurs de tout poil en sont les responsables.

Les solutions immédiates existent pourtant :

Il n'est pas normal que la SAFER, (Société d'aménagement et de développement de l'espace rural) qui a vocation de réguler la vente des terres agricoles soit par nature juridique, depuis sa

création en 1960, une Société Anonyme, autrement dit un organisme privé même si elle est sous la tutelle des ministères de l'Agriculture et des Finances. Nous exigeons la transformation de la SAFER en Etablissement public administratif. De fait, actuellement, la SAFER, objet de toutes les pressions de tous les lobbies n'exerce que très peu son droit de préemption sur les maisons et terres agricoles. (22,9% du marché foncier actuellement), laissant libre cours à la spéculation. Nous exigeons l'exercice systématique par la SAFER du droit de préemption lorsque la situation l'exige, avec révision des prix lorsqu'ils sont manifestement trop élevés.

Acquisition du foncier également par les communes, les collectivités locales, avec mise à disposition aux candidats à l'installation « Hors Cadre Familial ».

Application de la loi de 1945, loi de réquisition des logements vides et attribution aux collectivités d'user de ce droit réservé actuellement aux seuls préfets.

Taxation des résidences secondaires : cet apport financier permettrait l'aide à la rénovation des logements et maisons anciens pour en faire des logements sociaux, En effet combien de maisons dans nos régions tombent ainsi à l'abandon alors que par une simple rénovation elles pourraient être attribuées à des jeunes et à des familles entières? Est-il normal qu'à St Jean de Luz, sur toute la Côte basque, landaise, atlantique ou sur le littoral du sud-est, plus d'une maison sur deux soit une résidence secondaire ?

Aides publiques à l'installation de nouveaux agriculteurs (soit par transmission familiale ou « Hors cadre familial ») par les moyens suivants:

-Recensement des exploitations et reprise des terres qui se libèrent,- Recensement des candidats à l'installation,-Accompagnement individuel de ceux qui acceptent de céder leur exploitation,

-achat par la SAFER ou les communes des fermes sans héritiers-ères pour les louer aux candidats à l'installation par le biais d'un bail de carrière

Et bien entendu, défense des services publics, non aux Agences postales communales, faux bureaux de poste qui ont accompagné la privatisation de La Poste, retour de celle-ci dans le giron de l'Etat par sa renationalisation. Halte aux fermetures de postes, de classes rurales, de maternités et hôpitaux etc. Non à l'intercommunalité forcée et au désengagement de l'Etat, non à la « réforme régionale », défense et maintien des départements et de toutes les communes. Respect de la loi de 1905 de séparation des églises et de l'Etat. Fonds publics à l'école publique exclusivement (exception faite des ikastolak qui remplissent un service public, l'enseignement du basque et en basque par l'immersion, service absent dans l'Education Nationale... jusqu'à ce que les ikastolak intègrent l'Education nationale, ce qui est l'une de nos revendications) .

Octobre 2011-10-20

Comités Anglet et Mauléon-Soule

